qu'elle n'avaient point alors l'importance requise, soit en leur opposant les besoins d'autres localités déjà moins favorisées. Cependant c'est à l'aide de l'impulsion que l'on a donnée à ce genre d'éducation qu'on est convenu d'appeler "l'éducation supérieure," que le goût de l'éducation en général s'est répandu dans nos campagnes, qu'elles ont été réveillées de leur léthargie, et que notre système régulier d'instruction primaire lui-même a pu vaincre les obstacles, qui se sont si longtemps opposés à ses progrès. Je n'entends point ici préconiser le système qui a été suivi, ou plutôt l'état de choses qui s'est pour bien dire improvisé de lui-même, j'indique le bien qu'il a fait à côté de ses inconvénients, et je désire surtout établir la situation telle que je la trouve au début de la nouvelle administration qui m'est confiée.

Il n'y a donc eu dès le principe ni classification régulière des établissements, ni proportion établie entre les secours qu'on leur accordait et leur valeur réelle ou le nombre de leurs élèves, ni circonscription territoriale assignée à chacune d'elles, ni rapport bien juste entre le chiffre de population des grands districts du Bas-Canada et le montant des subventions réparties dans chacun d'eux. Les noms même des institutions sont à peu près ceux que leurs fondateurs ont jugé à propos de leur donner et malheureusement quelque peu mérités que fussent ces noms dans certains cas, ils n'ont pas été sans influence dans l'apporportionnement de la subvention.

Faut-il cependant établir de suite des règles rigoureuses qui, fondées sur l'exacte proportion à donner à chaque district ruineraient plusieurs institutions qui ne demandent qu'à vivre pour se développer et rendre les plus grands services? Ne doit-on point tenir compte des efforts et des sacrifices qui ont été faits par les citoyens des localités les mieux partagées, et ne pas courir le risque de laisser tomber ce qui existe afin de créer ce qui n'existe pas? N'arrivera-t-il point que ce qui a pu être fait ou entrepris prématurément deviendra par l'augmentation de la population et par le défrichement des terres insuffisant au lieu d'être superflu, et ne s'exposera-t-on point dans plusieurs cas à relever plus tard à grand frais ce qu'on aurait laissé tomber, après y avoir déjà donné beaucoup d'argent et de soins?

Il semble que partout où il n'est pas en dehors de toute justice et de toute proportion raisonnable il vaut mieux laisser au fait accompli l'espèce de faveur qu'on y attache généralement et se borner autant que possible à restreindre les entreprises nouvelles partout où elles viendraient faire une concurrence injuste à leurs devancières. Et d'ailleurs cette restriction toute négative, qui consiste simplement à s'abstenir de leur venir en aide, nous est forcément imposée par l'insuffisance de l'allocation qui s'augmentait d'année en année lorsqu'elle était faite par la législature; mais qui s'est trouvée dès la première année, sous le nouvel arrangement, considérablement diminuée.

A peu d'exception près, je me suis donc borné pour cette année à une réduction générale et proportionnelle. Elle a été beaucoup plus grande nécessairement sur les subventions extraordinaires qui étaient presque devenues des subventions ordinaires. A moins qu'il ne soit créé un fonds spécial pour cet objet, il sera impossible à l'avenir d'accorder de ces allocations pour construction d'édifices. S'il en était accordé, ce ne devrait être qu'à des institutions nouvelles surgissant dans des districts éloignés où il n'en existe pas encore. Les amis de l'éducation dans ces districts devront faire preuve de leur sincérité et de leur bon vouloir en mettant eux-mêmes sur pied les collèges ou académies qui n'obtiendront de subvention que lorsqu'ils seront activement en opération, comme le veut aussi une des dispositions les plus sages de la nouvelle loi. Le danger des demandes faites uniquement par esprit d'imitation ou seulement pour retirer ce que l'on considère comme sa part afferente des deniers publics sera par là considérablement diminué.

J'ai dû faire quelques changements dans les allocations de certaines institutions. Ils sont indiqués dans les tableaux et motivés dans le rapport spécial à l'exécutif que l'on trouvera dans l'appendice B. Ces changements en général ont pour objet de réparer ce qui m'a paru des erreurs équivalant de fait à des injustices relatives, dans les allocations antérieures, et je devrai faire l'année prochaine un plus grand nombre de ces changements pour me rapprocher d'une distribution plus équitable et basée d'une part sur la clause des institutions et de l'autre sur le nombre de leurs élèves.

Cette classification si nécessaire est difficile à faire dans les circonstances que j'ai exposées. La législature a accordé le nom de collège, soit par des statuts particuliers qui le leur confèrent pour bien dire solennellement, soit dans le budget annuel, à des institutions dont le programme ne comprenait point l'enseignement que l'on donne ordinairement dans les établissements qui portent ce nom. Trouvant toute une classe d'institutions revêtues d'un titre que je ne pouvais leur ôter j'ai dû cependant distinguer les collèges classiques de ceux que, faute d'une désignation plus convenable,

j'ai pris sur moi d'appeler "collèges industriels." Il existe dans plusieurs cas peu de différence entre ces institutions et celles que la législature du pays désigne sous le nom d'académies (1) et qui correspondent à ce que l'on appelle du même nom dans les États-Unis et du nom de *grammar schools* dans le Haut-Canada. Il serait beaucoup plus simple et plus intelligible de les réunir toutes sous une même appellation quelqu'elle fut. L'existence de ces unes et des autres est nécessaire dans notre état de société, où l'on est obligé de reconnaître comme partie intégrante de l'instruction publique ce que l'on appelle en Belgique l'éducation moyenne. Pour le présent la seule manière de les distinguer, c'est qu'en général ce que l'on est convenu d'appeler *collège industriel* comprend un pensionnat tandis que les académies de garçons n'ont assez ordinairement que des élèves externes; les académies de filles sont ce qu'on appelle ailleurs des pensionnats de demoiselles. Il paraîtra peut-être pénible s'attacher ainsi à des noms; il y a cependant de graves inconvénients à ce qu'une nomenclature incorrecte soit conservée; le moindre est de jeter de la confusion partout et d'éveiller ou d'entretenir des idées fausses. Cette confusion menace de s'accroître tous les jours, car outre les dénominations déjà familières on a introduit dernièrement celles de *lycées*, d'*instituts* et de *grammar schools*.

La classification une fois bien établie, le programme complet de l'enseignement de chaque espèce d'institution devrait être divisé en *matières d'enseignement obligatoires* et *matières d'enseignement facultatives*. Toute institution pour avoir droit à la subvention annuelle devrait être tenue d'enseigner toutes les *matières d'enseignement obligatoires*, et il ne devrait pas lui être permis d'enseigner rien de ce qui ne serait point compris dans le programme, au moins comme *matière d'enseignement facultative*.

Un maximum et un minimum d'allocation devrait être fixé pour chaque classe d'institutions; et les allocations proportionnées au nombre d'élèves.

Un maximum et un minimum devrait aussi être fixé pour la durée du cours d'études de chaque classe d'institution.

Le principal de tout collège industriel ou académie devrait être muni du diplôme pour académie, et tous les autres professeurs au moins du diplôme pour école-modèle. Le diplôme de bachelier ès-lettres pourrait y suppléer. Toute école modèle ou primaire supérieure devrait avoir un maître muni d'un diplôme pour cette espèce d'école et un assistant muni d'un diplôme pour école élémentaire.

Comme il est constaté qu'il y a dans les villes et dans les anciens établissements du Canada un nombre de collèges classiques suffisant, il ne devrait être accordé de subvention à aucune nouvelle institution de ce genre à moins qu'elle ne s'élevât dans quelque partie du pays, où les développements rapides de la colonisation l'auraient rendue nécessaire.

Aucune nouvelle académie de filles ou de garçons ne devrait être subventionnée dans les comtés où il en existe déjà plus d'une, excepté lorsqu'il s'agirait d'une portion de la population catholique ou protestante, anglaise ou française qui n'en aurait point déjà.

Il ne devrait y avoir, dans chaque municipalité, qu'une école-modèle pour la majorité et une pour les dissidents lorsque leurs moyens le leur permettraient et qu'ils excéderaient un certain chiffre de population.

La législature a permis à l'exécutif d'apposer des conditions à l'octroi de la subvention à chaque institution. Ce sera un moyen puissant d'introduire des améliorations importantes. Une des plus urgentes, et que je me propose de recommander en 1859, (aini que l'on ait le temps de s'y préparer) sera l'usage de banes et de sièges semblables à ceux que l'on peut voir dans les écoles normales ou faits d'après tout autre plan comportant les mêmes avantages. Les banes sans dossiers et les tables sur lesquelles les élèves sont obligés de se tenir trop penchés sont funestes à la santé et causent chez les enfants faibles la consommation ou des difformités physiques.

Je dois ajouter à ce qui précède que quelque désagréable qu'il ait été pour moi d'avoir à diminuer considérablement les allocations des années précédentes, ou à refuser de nouvelles demandes, j'ai trouvé en général les directeurs des institutions bien persuadés de la difficulté de la tâche qui m'était imposée et tout-à-fait bienveillants et modérés dans l'expression de leur désappointement.

La seconde et la troisième partie du rapport nous paraissent tellement importantes que nous croyons devoir les reproduire en entier. Nous ferons observer à MM. les secrétaires-trésoriers, combien il est nécessaire qu'ils fassent avec soin le rapport du recensement des enfants, puisque ce recen-

(1) En France le même mot a plusieurs acceptions, toutes différentes de celle que nous lui donnons.